

Consommation au Bénin

Le combat de la LDCB contre les OGM

La Ligue pour la défense du consommateur au Bénin (LDCB) mène depuis quelques semaines une campagne de sensibilisation des consommateurs sur la consommation des organismes génétiquement modifiés (Ogm). Ce jour, une conférence publique qui se tient à la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin est prévue dans le cadre de cette campagne.

En partenariat institutionnel avec le réseau Jinukun et la représentation en Afrique francophone de l'Ong Grain, la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin (LDCB) organise une conférence publique sur le thème « Les consommateurs disent non aux Ogm ». Il s'agit en fait pour la LDCB de poursuivre la sensibilisation des consommateurs entamée l'an dernier sur cette question névralgique des organismes génétiquement modifiés (Ogm). La conférence ouverte à tout le monde s'inscrit également dans le cadre du lancement de la campagne nationale initiée par la LDCB sur le thème des Ogm. En effet, cinq pays (Etats-Unis, Canada, Argentine, Brésil et Chine) et trois entreprises multinationales (Monsanto, Bayer CropScience et Syngenta) sont les principaux responsables de la

culture et du commerce des Ogm. La transgénèse en agriculture se concentre sur quatre cultures majeures à savoir le soja, le maïs, le coton et le colza. Mais il existe également quelques variétés

nombreux inconvénients tant aux cultures qu'aux consommateurs, il faut mettre un coup d'arrêt à la mondialisation des Ogm en les empêchant de contaminer les cultures et les assiettes. On sait par exemple que beaucoup d'agriculteurs sont déçus par les rendements des cultures génétiquement modifiées. On sait que les Etats-Unis, le Canada ou encore l'Argentine n'appliquent aucun système d'étiquetage obligatoire pour les aliments transgénétiques ; ce qui prive leurs consommateurs du droit de savoir si ce qu'ils sont en train de manger est bon pour leur santé. C'est pour cette raison qu'il est urgent que les gouvernements mettent en œuvre des dispositions légales relatives à l'étiquetage intégral et obligatoire des Ogm. C'est en cela que le combat de sensibilisation de la LDCB s'avère important et bénéfique pour les populations béninoises qui ne comprennent pas encore grand-chose à ce vocable. Mais seuls ceux qui suivront avec attention particulière et assiduité la campagne de la LDCB sauront réellement les dangers qui guettent les consommateurs de produits génétiquement modifiés.



Fatiou Akplogan

génétiquement modifiées de cultures spéciales telles que la papaye. Compte tenu de ses

Joseph Gbogbo

Association des Conseils chrétiens et des Eglises de l'Afrique de l'Ouest (Acceao)

Halte à la corruption en milieu scolaire

La corruption est l'un des sujets les plus discutés de nos jours. Pourtant, elle est aussi vieille que l'humanité. Bien que le phénomène ait évolué avec le temps à travers les âges, il a, ces derniers temps, atteint des dimensions catastrophiques d'où la nécessité d'une guerre sans merci contre le fléau s'impose. Et, afin de préparer de nouvelles générations exemptes de ce vice et, consciente que l'école constitue le point focal de l'éducation de l'homme moderne, l'Association des conseils chrétiens et des Eglises de l'Afrique de l'Ouest (Acceao) lance une campagne « Ecole sans corruption » pour sensibiliser les citoyens de demain sur le phénomène. Une journée de réflexion a été organisée à cet effet samedi 28 mai 2005 au Csp/Gbété de Cotonou.

La preuve est qu'il y a parmi vous, les membres des clubs anti - corruption dans leur école » a laissé entendre M. Lawson. Mais, la préoccupation de la coordinatrice nationale de l'Acceao Marie-Danielle Prudencio est majeure : « comment faire pour conscientiser les élèves dans les écoles afin de préparer de dignes nouvelles générations ? » A cette interrogation, les participants à la réflexion ont apporté des approches de réponses. Ils ont d'entrée diagnostiqué le mal à la racine, dénoncé ses causes pour enfin proposer quelques approches d'y remédier. En effet, les participants à cette journée ont unanimement constaté la présence effective sur plusieurs formes de cas de corruption dans les milieux scolaires. Ces pratiques mafieuses qui sont souvent causées par le manque de conscience de ses acteurs, le non - respect des valeurs morales etc. Avec pour base le refus systématique de l'échec tant par les parents que par l'élève quelle que soit la qualité des travaux fournis par ce dernier. Alors, pour la réussite de la campagne déclenchée contre la corruption dans les écoles par l'Acceao qui a son siège social à Accra au Ghana, les participants à la journée de réflexion du 28 mai dernier ont préconisé que l'Etat prenne ses responsabilités en revalorisant la fonction enseignante, en appliquant avec rigueur les textes relatifs à la corruption, en instituant dans le programme des enseignements académiques de l'éducation civique, morale, patriotique, spirituelle etc. C'est à ce prix et à ce prix seulement que le Bénin peut former de citoyens exempts de vice de corruption qui ne fait qu'arrêter le développement du pays.

Charles éyitayô yai



Les chrétiens s'engagent pour la disparition des mauvaises mœurs de corruption dans les écoles

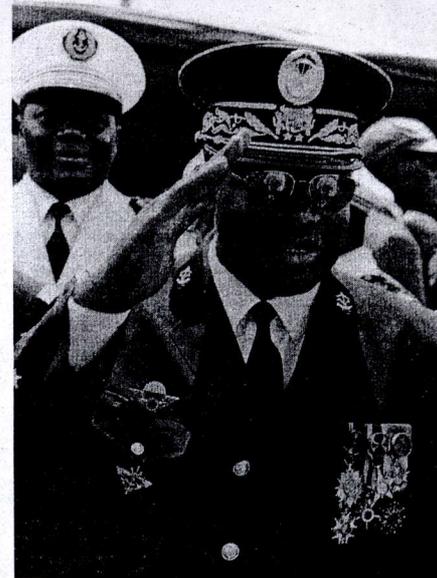
Ils étaient une trentaine, ces enseignants venus de diverses écoles de Cotonou, Porto-Novo et leurs périphéries à répondre à l'invitation de la coordinatrice nationale de l'Acceao pour réfléchir sur les voies et moyens pour combattre le phénomène de la corruption dans les milieux scolaires. Il faut dire que l'Acceao qui n'est pas à sa première activité à pour objectif, dans le lancement de cette campagne, de corriger depuis la base, ce mal que

constitue la corruption et qui, sans cesse gangrène toute la société. Le thème objet de la réflexion de ce samedi 28 mai 2005 est : « Corruption en milieu scolaire : constats - causes - solutions de remédiation ». A l'ouverture des travaux, M. Gervais Laté Lawson a été, on ne peut plus clair pour définir la qualité des participants à cette journée de réflexion. « Vous êtes les acteurs de l'école, les vecteurs de la morale, des psycho - pédagogues.

Révision tardive du statut général de l'armée

Les soldats attendent de jubiler

Entamer à l'Assemblée nationale, le processus d'adoption du nouveau statut général de l'armée ne sera certainement pas voté de si tôt. Et si cela se passait, ce serait à la grande satisfaction des soldats de notre armée qui veulent voir partir à la retraite la plupart des responsables du haut commandement avant le vote de ce statut dont les dispositions permettront à ces derniers de passer encore des années dans la grande muette.



Ses chances de voir proroger son délai d'admission à la retraite sont très minces

C'était la perplexité lorsque le ministre d'Etat chargé de la défense nationale accompagné de certaines grandes figures de la hiérarchie militaire est venu au palais du gouverneur pour défendre le vote de ce statut. Les raisons de ce sentiment sont diverses. On parle pêle-mêle d'abus, de rançonnement, de non paiement de primes dues aux agents, de copinage et de la familiarité dans l'octroi de grade etc. ... Mieux, les nouvelles dispositions, au-delà de ce qu'elles maintiennent la plupart des responsables de l'armée dans leurs fonctions, inhibent l'accès des agents aux grades supérieurs. Si actuellement, l'octroi de grade se fait tous les deux ans, ceci avec quelque peine, le risque est

grand que le port de grade supérieur se fasse tous les dix ans. C'est pourquoi, le retour bredouille de la délégation du ministre Pierre Osho a contenté les soldats. Cependant, rien n'empêche pour l'heure la réintroduction du dossier à la plénière des députés. Les militaires bien qu'ils ne soient pas hostiles à toutes les dispositions de ce statut, implorent les dieux pour que son adoption intervienne après le 1^{er} juillet sinon à la fin de l'année 2005. Ainsi, nombre

de responsables du haut commandement seraient admis à la retraite et ne peuvent alors bénéficier des opportunités que leur offre déjà le nouveau statut. Beaucoup attendent de jubiler déjà dès le 2 juillet prochain avec l'espoir que l'armée se serait débarrassée d'une certaine classe de responsables qui n'inspirent pas forcément la probité. Qui viennent-ils ? On ne saurait le dire. Seulement qu'on sait, de sources dignes de foi que le général Fernand Amoussou, chef d'Etat major général des armées est admis à la retraite dès le 1^{er} juillet ainsi que d'autres hauts responsables militaires qui commandent les différents corps de l'armée.

François coovi

Remise de dettes aux pays du Sud

Une comédie de la diplomatie internationale

« La France n'a pas d'amis. Elle n'a que des intérêts ». Cette célèbre phrase du père de la cinquième République française Charles de Gaulle, colle bien pour qualifier la décision du groupe des huit grandes puissances mondiales tombée la semaine dernière. Décision qui annule la dette de quatorze pays africains parmi les plus endettés du monde dans lesquels se trouve le Bénin. Il faut avouer que la décision est salutaire dans sa forme mais truffée de comédie dans le fond. Remettre la dette à quelqu'un surtout dans son entièreté, est synonyme d'enrichir ce dernier. Mais, la comédie dans la remise de dettes décidée par le « G8 » réside dans le fait que les économies de ces pays bénéficiant de cette mesure resteront tributaires de la communauté internationale qui aura toujours ses yeux rivés sur ce qui reste de leurs

richesses. Il sont pour autant conscients qu'en décidant d'annuler la dette de certains pays des Pma, ils ne font que remettre de la main droite ce qu'ils retireront bientôt par la main gauche. Et tout le monde le sait sauf les dirigeants de nos pays qui ont leurs profits de cette mesure. Le jeu se joue à la diplomatie et seuls les initiés en profitent. Et Dieu sait qu'ils sont légion ces autorités béninoises initiées dans ce couvant de la mafia internationale.

S'il est vrai que nos dettes son annulées, le pauvre paysan de « Tchoumi-Tchoumi » voudrait bien savoir l'incidence de cette décision sur sa production. La pauvre dame de « Dantokpa » s'interroge aussi sur l'amélioration de son panier de ménagère car, quelque part, le pays s'en est enrichi.

Charles éyitayô yai